

Les Observatoires des tarifs bancaires

Simultanément à la parution du premier rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) institué par la loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010, l'IEDOM a publié le premier rapport d'activité de son Observatoire des tarifs bancaires de sa zone d'intervention. Mis en place en 2009 à la demande du ministère de l'économie, il a été entériné par la loi de régulation bancaire et financière. Le rapport couvre la période d'avril 2009 à avril 2011 et montre d'une part que les tarifs bancaires ont été, dans les DOM, majoritairement orientés à la baisse au cours de cette période et d'autre part, pour une majorité des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs sont moins élevés dans les DOM qu'en métropole.

1 - Le rapport de l'IEDOM est disponible en téléchargement sur :

http://www.iedom.fr/IMG/pdf/rapport_iedom_observatoire_tarifs_bancaires_-_novembre_2011.pdf

2 – le rapport du CCSF est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-OTB-2011.htm>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Créer de la valeur ajoutée et de l'emploi en outre-mer

Dans le cadre de l'année des outre-mer, l'AFD a organisé en partenariat avec le CEROM, le 25 novembre 2011, une conférence sur les défis pour les économies ultramarines de créer de la valeur ajoutée et de l'emploi, dans un contexte en profonde mutation.

Les thèmes spécifiques abordés ont porté sur l'insertion professionnelle des jeunes ultramarins et les migrations, les spécificités des entreprises ultramarines, la formation professionnelle, les échanges économiques régionaux et la compétitivité.

Cette manifestation a réuni de nombreux participants venant d'outre-mer ou de métropole. La diversité des participants – universitaires et experts, chefs d'entreprises, élus, représentants de collectivités territoriales - a permis des échanges riches et variés.

Publications

1- Médiation du crédit aux entreprises : Le rapport d'activité 2010-2011 est disponible en téléchargement sur : <http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Remise-du-rapport-annuel-2010-2011-de-la-Mediation-du-credit-au-President-de-la-Republique>

2- Banque de France : L'indicateur de suivi du financement des micro-entreprises à fin septembre 2011.

Le document est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/2011-09-stat-info-financement-des-microentreprises-france-trimestriel.pdf>

3 – INSEE : En 2010, la moitié des PME d'au moins dix personnes ont recherché un financement, Luc Sauvadet, INSEE Première n° 1379, novembre 2011. Le document est disponible sur : <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1379/ip1379.pdf>

4 – Commission européenne : Alléger les charges imposées aux PME par la réglementation – Adapter la réglementation de l'UE aux besoins des micro-entreprises. Le rapport au Conseil et au Parlement est disponible sur : http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/documents/minimizing_burden_sme_FR.pdf

5 – ACP : Mobilité bancaire. Le rapport au ministre de l'économie et au Comité consultatif du secteur du secteur financier est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/acp/publications/etudes/20110911-ACP-rapport-sur-la-mobilité-bancaire.pdf>

6 – FBF : Quelle garantie pour vos dépôts ? Le mini-guide n° 6 de la série « les clés de la banque » est disponible en téléchargement sur :

[http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/\\$File/Mini-Guide%206.pdf](http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/$File/Mini-Guide%206.pdf)

7 – Antilles : Médiation de l'hôtellerie en Guadeloupe et Martinique, Alain Bodon, Inspection générale des finances, octobre 2011.

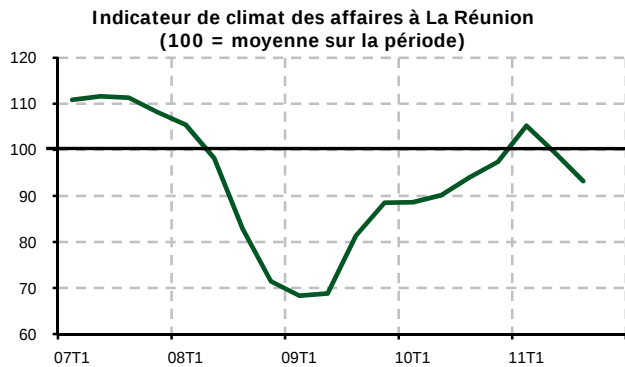
Le rapport est disponible en téléchargement sur : http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_mediation_antilles.pdf

Nomination

1- Mme Anne Le Lorier a été nommée second-sous gouverneur de la Banque de France en Conseil des ministres du 7 novembre 2011, en remplacement de M. Jean-Pierre Landau.

2 - M. René Ricol, commissaire général à l'investissement a été nommé par le ministre de l'économie, coordinateur de l'ensemble des dispositifs de soutien aux entreprises.

Le climat des affaires se détériore



Source : enquête de conjoncture IEDOM, données trimestrielles

L'économie réunionnaise semble connaître des difficultés au troisième trimestre. L'indicateur du climat des affaires se dégrade (- 6,2 points par rapport au deuxième trimestre) et s'établit à nouveau nettement en dessous de sa moyenne de longue période (- 6,8 points).

La quasi-totalité des soldes entrant dans la composition de l'ICA ont contribué à sa baisse, notamment ceux portant sur l'évolution des délais de paiement (passés et prévus), de la trésorerie passée et de l'investissement. A l'opposé, la meilleure orientation des jugements portés sur les effectifs passés ainsi que sur les prix, passés et prévus, ont permis de freiner le recul de l'indice.

La consommation des ménages marque le pas, confirmant certains signes de ralentissement apparus au trimestre précédent, tandis que l'investissement se

contracte. Au niveau sectoriel, les évolutions sont hétérogènes. Alors que l'activité se dégrade dans le secteur primaire, le commerce et le BTP, elle s'oriente favorablement dans les services marchands et l'industrie.

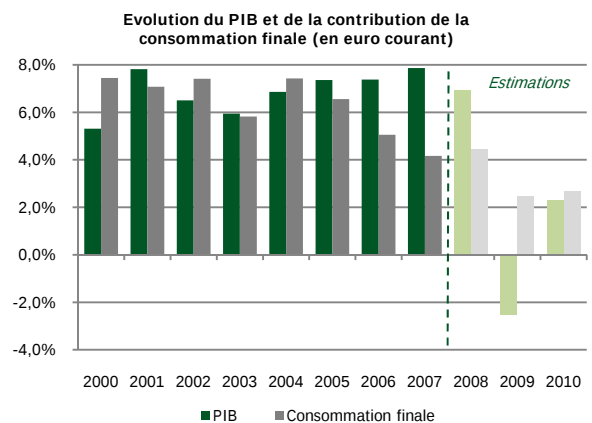
La note presse « Tendances conjoncturelles » du troisième trimestre 2011 est disponible sur le [site de l'edom](http://site.de.ledom).

La consommation des ménages à La Réunion : structure et financement

La consommation finale des ménages a été le principal moteur de la croissance économique à La Réunion tout au long de la période 2000 - 2008. Même si elle ralentit sensiblement depuis 2006, elle reste soutenue, y compris en 2009 au plus fort de la crise.

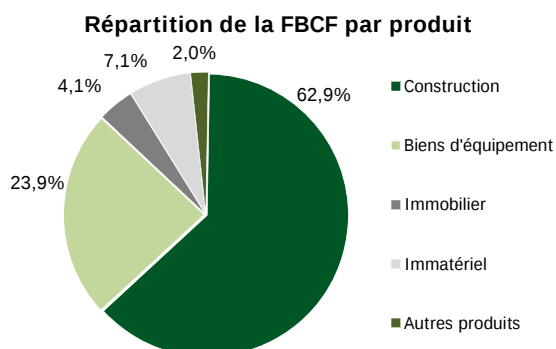
Elle a été principalement financée par le revenu disponible brut des ménages, mais le recours au crédit a par ailleurs permis, jusqu'en 2006, de stimuler les dépenses des ménages en biens d'équipements et en véhicules. L'endettement des ménages a ainsi contribué à accélérer le rattrapage des niveaux d'équipements par rapport à ceux des ménages métropolitains. Depuis 2006, le ralentissement de la demande en biens d'équipements, lié à la saturation du parc ou à de plus faibles potentiels de croissance selon les produits, s'est traduit par un net recul du crédit à la consommation, amplifié par une réorientation de la demande de crédit vers les crédits à l'habitat.

L'étude est disponible sur le [site de l'edom](http://site.de.ledom).



Sources : Insee - Comptes définitifs, Cerom - Comptes rapides

L'investissement à La Réunion : prédominance de la construction



Source : Insee - Comptes économiques définitifs 2007

La Réunion est engagée, depuis plusieurs décennies, dans un processus d'amélioration de ses équipements publics et privés. L'investissement constitue donc un des piliers de la croissance économique locale, derrière la consommation des ménages. Il s'appuie notamment sur une demande de logements importante, soutenue par la pression démographique et des mesures fiscales incitatives, mais également sur les grands travaux publics, qui façonnent le paysage réunionnais.

Cet environnement législatif incitatif et la réalisation de grands chantiers ont stimulé l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics. La construction représentait ainsi près des deux tiers de l'investissement global en 2007, avec 2,2 milliards d'euros de FBCF. Après plusieurs années de forte croissance, l'activité dans le secteur du BTP s'est très nettement dégradée à

partir du milieu de l'année 2008, en raison d'une baisse conjointe de la demande privée de logements et de la commande publique. Cette baisse de l'activité dans le bâtiment et les travaux publics a fortement impacté l'évolution de la FBCF à partir de la fin 2009.

L'étude est disponible sur le [site de l'edom](http://site.de.ledom).

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation	Octobre 2011	127,0	+ 0,0 %	+ 2,4 %
	IPC France entière		124,2	+ 0,2 %	+ 2,4 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Octobre 2011	26 305	+ 8,9 %	+ 12,8 %
	En cumul (milliers d'euros)		236 713	-	+ 11,2 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)		3 559,3	-	+ 17,8 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	Septembre 2011	206,5	-	+ 6,6 %
	Taux de couverture		5,8 %	-	- 0,6 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Octobre 2011	120 900	+ 0,4 %	+ 6,8 %

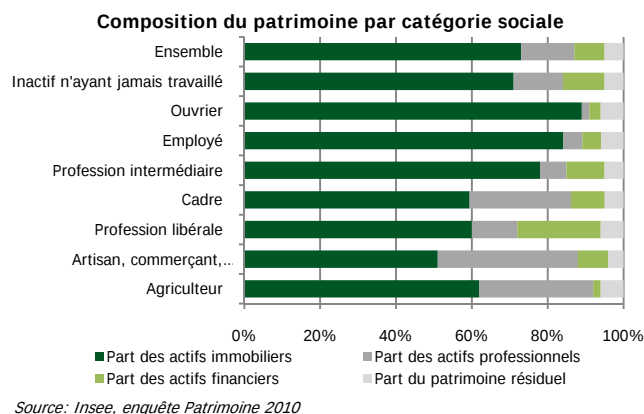
LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Octobre 2011	196 597	+ 29,7 %	+ 2,1 %
	Cumul 2011	cumul Oct.	1 797 862	-	+ 8,4 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Septembre 2011	61 700	+ 3,7 %	+ 10,6 %
	Cumul 2011	cumul Sept.	573 300	-	+ 10,7 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Septembre 2011	1 845	n.s.	n.s.
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Sept.	14 521	-	- 20,7 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Septembre 2011	16,4	n.s.	n.s.
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Sept.	198,7	-	- 15,5 %
	Effectifs salariés du BTP	Octobre 2011	17 891	+ 0,8 %	+ 2,2 %

L'immobilier, premier patrimoine des ménages réunionnais

En 2010, l'immobilier constitue près des trois quarts du patrimoine global des ménages réunionnais, contre un peu des deux tiers en France métropolitaine. La part du patrimoine financier est faible comparativement à la France métropolitaine : 8 % du patrimoine à La Réunion contre 20 % en métropole. Les artisans, commerçants et industriels possèdent le patrimoine le plus élevé, avec 505 800 € en moyenne, en raison de leur patrimoine professionnel, qui représente plus du tiers de leur patrimoine global. Les cadres se distinguent par la part d'actifs financiers dans leur patrimoine, la plus importante des catégories sociales (22 %).

La moitié des ménages réunionnais possèdent plus de 90 000 € de patrimoine. L'écart entre les plus bas et les plus hauts patrimoines est très important, mais il est comparable à ce que l'on observe en France métropolitaine. En effet 10 % des ménages, les moins bien dotés, disposent de moins de 1 000 € de patrimoine brut. A l'opposé, les 10 % des ménages les mieux dotés jouissent d'un patrimoine supérieur à 462 900 €. L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).



Des embauches de plus d'un mois en hausse au troisième trimestre 2011, mais à un rythme inférieur aux autres régions françaises

Selon la caisse nationale de l'Urssaf, les embauches de plus d'un mois, hors intérim, progressent de 1,9 % au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010 à La Réunion, après une augmentation de 1,0 % le trimestre précédente. Malgré cette accélération, ce rythme de croissance est nettement en deçà des progressions observées dans les autres régions françaises (hormis la Guadeloupe), notamment dans les régions Auvergne, Alsace, Franche-Comté et Bretagne où les embauches de plus d'un mois ont augmenté d'au moins + 14,0 % sur un an. Sur l'ensemble du territoire français, elles se sont accrues de 9,8 %.

Cession de Mascarin par Tereos

Contraint par l'Autorité de la concurrence de céder l'une de ses deux sociétés de conditionnement de sucre, Tereos a vendu sa filiale agroalimentaire, Mascarin, spécialisée dans le sucre, le chocolat, le sirop, le rhum et l'alcool à brûler, à un pool de repreneurs réunionnais, qui comprend le fonds d'investissement Finaera (45 % du capital), présent dans l'île via Star Invest, la holding de la famille Thiéblin, OXACO (45 %), et le management de l'entreprise (10 %).

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25 %	09/11/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00 %	09/11/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,50 %	09/11/2011

Taux de la facilité de dépôt				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
	Taux d'intérêt légal							
ANNEE	2011	0,38 %	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65 %	JO du 11/02/10	2,25 %	2,25 %	2,75 %	2,50 %	1,50 %

* hors prime d'Etat

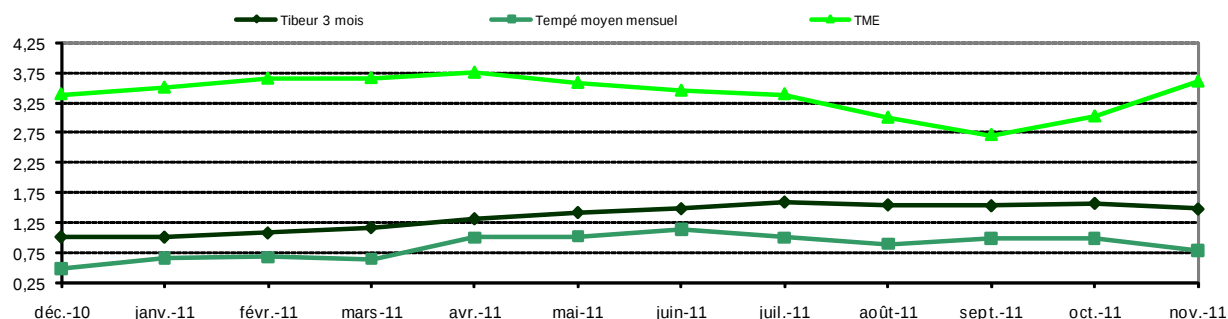
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2011)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,8972 %	0,9963 %	0,9835 %	0,7845 %	1,2220 %	1,4810 %	1,7040 %	2,0420 %
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	octobre	Novembre
3,00 %	2,71 %	3,02 %	3,60 %	3,20 %	2,91 %	3,22 %	3,80 %

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	
Prêts à taux fixe	6,23 %	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	16,62 %
Prêts à taux variable	5,61 %	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts relais	6,28 %	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61 %
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,52 %
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,03 %	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36 %
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,27 %	Découverts en compte (1)	13,84 %
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	12,76 %	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36 %
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,16 %	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	11,65 %	Découverts en compte (1)	13,84 %

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

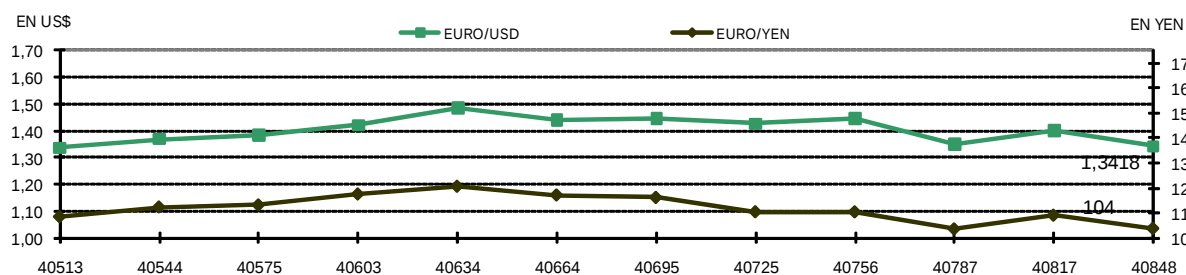
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3418	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,9570	EURO/SRD (Surinam)	4,43690
EURO/JPY (Japon)	104,0000	EURO/BWP (Botswana)	9,98540	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,40670
EURO/CAD (Canada)	1,3678	EURO/SCR (Seychelles)	17,5512	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,6163
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85580	EURO/MUR (Maurice)	39,3675	EURO/BBD (La Barbade)	2,68910
EURO/SGD (Singapour)	1,7261	EURO/BRL (Brésil)	2,4341	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,61000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,4436	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,77430	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2846,3607	EURO/XCD (Dominique)	3,6302	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : Arnaud BELLAMY-BROWN

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achevé d'imprimer le 06 décembre 2011 - Dépôt légal : décembre 2011 - ISSN 1240-3857